



Quels sont les freins au développement des PME-PMI d'Auvergne ?

Aujourd'hui, on constate, au niveau national, la présence d'un important tissu de petites et très petites entreprises, dont la taille moyenne, trop faible, les empêche de structurer leur développement et de croître. Ce constat est également fait en Auvergne.

Sous l'égide du pôle « Gestion Publique et Développement Economique » (GPDE) animé par le Trésorier-payeur général, un groupe de travail, composé des principaux services de l'Etat, a été constitué avec pour objectif la recherche de réponses à la question : « Comment favoriser le développement des PME de la région Auvergne ? ».

La contribution de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie Auvergne (CRCIA) s'est traduite par la réalisation d'une enquête auprès des PME-PMI de la région, sur leurs perspectives de développement et leurs difficultés éventuelles sur ce thème.

En appréhendant davantage les freins auxquelles celles-ci peuvent être exposées, les CCI d'Auvergne seront ainsi mieux à même de les comprendre et de les accompagner dans leur développement.

L'enquête lancée du 12 au 26 octobre 2007 auprès de plusieurs milliers d'entreprises de la région Auvergne, inscrites au Registre du Commerce et des Sociétés, toutes activités confondues, employant de 0 à 249 salariés et ayant une adresse email, a permis de recueillir 340 réponses et 28 autres lors d'entretiens avec des chefs d'entreprise. Les informations ainsi obtenues permettent donc une analyse quantitative des freins au développement des PME-PMI utilisées pour les calculs. Parallèlement, les entretiens avec les entrepreneurs du Puy-de-Dôme, réalisés par les prospecteurs du Réseau de Développement Economique (RDE), ont permis de collecter 158 fiches de visites, utilisées pour interpréter plus qualitativement les réponses issues de l'enquête.

Composition et représentativité de l'échantillon

Auvergne	7300	368	100%
Allier	25%	91	25%
Cantal	9%	40	11%
Haute-Loire	19%	73	20%
Puy-de-Dôme	47%	164	45%
Effectif			
De 0 à 9 salariés	72%	277	75%
De 10 à 49 salariés	24%	70	19%
Plus de 50 salariés	4%	21	6%
Activité			
Industrie	32%	95	26%
Commerce	26%	78	21%
<i>Commerce de détails</i>	64%	56	72%
<i>Commerce de gros</i>	36%	22	28%
Services	42%	195	53%
<i>Hôtellerie-Restauration</i>	25%	45	23%
<i>Services aux entreprises</i>	35%	67	34%
<i>dont transport</i>	9%	11	6%
<i>Autres services</i>	40%	83	43%
<i>dont services à la personne</i>	4%	12	6%

La répartition, par département, des entreprises ayant répondu est similaire à celle des entreprises enquêtées.

Concernant la répartition par effectif, on constate une légère sous représentation des entreprises de 10 à 49 salariés.

Enfin, la part de chaque secteur d'activités est elle aussi équivalente entre les entreprises enquêtées et celles ayant répondu, même si l'on constate une légère surreprésentation du secteur des services.

Les réponses ainsi obtenues sont donc relativement bien représentatives de la population « mère » constituée par les PME et PMI de l'Auvergne.

Les principaux résultats

- Plus de 92% des entreprises ayant répondu souhaitent se développer.
- Les **contraintes financières** apparaissent comme étant la catégorie de freins la plus importante
- Des **spécificités** existent selon la taille de l'entreprise, sa forme juridique, son secteur

Les principaux freins au développement des entreprises

Classement des catégories de freins selon leur importance pour l'ensemble des entreprises

Catégories	Entreprises concernées		Non réponses		Nombre de citations
	Nombre	Taux*	Nombre	Taux	
Aspect financier	280	76,1%	88	23,9%	585
Autres (immobilier, marché, âge dirigeant...)	280	76,1%	88	23,9%	424
Ressources humaines	254	69,0%	114	31,0%	429
Manque de compétences	191	51,9%	177	48,1%	285

* % d'entreprises, parmi celles ayant répondu, qui ont cité au moins un frein de la catégorie

- ✓ 92% des entreprises interrogées, soit 340, souhaitent se développer davantage tandis que 8%, soit 28, ne souhaitent pas aller plus loin dans leur développement.
- ✓ Les entreprises souhaitant se développer rencontrent des freins du même ordre et en proportion identique à ceux cités par l'ensemble des entreprises.
- ✓ Celles ne souhaitant pas se développer suivent une logique différente, davantage freinées dans leur développement par des raisons liées à l'âge du dirigeant et à la transmission de l'entreprise.

Les principaux freins pour les entreprises qui souhaitent se développer

Manque de certitudes concernant le marché potentiel et sa pérennité	185	54,4%
Manque de moyens financiers	180	52,9%
Problème de recrutement de personnels qualifiés	167	49,1%
Problème immobilier (extension de locaux...)	111	32,6%
Difficulté d'accès aux aides publiques	108	31,8%
Réglementation du travail	108	31,8%
Manque de compétences concernant l'activité commerciale sur le marché national	96	28,2%
Mise en péril possible du patrimoine familial	80	23,5%
Conditions commerciales actuelles (délais de paiement)	76	22,4%

Les freins les plus importants

- ✓ **Les incertitudes concernant le marché** constituent le frein le plus important. Mais par nature, l'avenir est toujours incertain... Le secteur des **services à la personne** semble plus particulièrement sensible à cette problématique. En effet, la pérennité de ce marché est très liée à la croissance de la demande en services, dépendant elle-même du maintien des mesures lancées par l'Etat depuis le plan Borloo (réductions fiscales...).
- ✓ **Quatre freins** sur les six de la catégorie « **Aspect financier** » sont cités par plus de 20% des entreprises, **l'insuffisance de ressources** étant le frein le plus important (65 % des entreprises déclarent être concernées par un manque de moyens financiers et/ou une difficulté d'accès aux aides publiques). Les **jeunes entreprises** sont plus touchées par le manque de moyens financiers, celles-ci n'ayant peut-être pas encore fait suffisamment leurs preuves pour gagner la confiance du secteur bancaire. Ceci peut s'expliquer par le fait que de nombreux dispositifs existent pour soutenir la création ou reprise d'entreprises, que d'autres sont disponibles pour soutenir le développement, notamment via l'innovation, mais qu'il y a toute une partie de la vie de l'entreprise, entre ces deux phases où les appuis financiers sont relativement inexistantes. Du côté des **difficultés d'accès aux aides publiques**, on retrouve notamment le **secteur de l'industrie**, une grande partie des aides directes pour ce secteur ayant été supprimées. La **mise en péril du patrimoine familial** est un frein important pour près d'une entreprise sur quatre. Elle l'est d'autant plus pour les **entreprises individuelles**, la forme juridique de ces structures mettant directement en cause le patrimoine personnel en cas de défaillance. Enfin, **les délais de paiement** constituent également un frein important pour plus de 20% des entreprises et davantage encore, pour les grandes entreprises industrielles.

- ✓ Les freins liés aux ressources humaines se concentrent essentiellement sur le **problème de recrutement de personnels qualifiés** et la **réglementation du travail** (lourdeur, complexité...) et concernent 61,2% des entreprises. Du côté du problème de recrutement, les secteurs de l'industrie et de l'hôtellerie-restauration sont davantage touchés, car proposant souvent des métiers considérés comme difficiles et peu valorisés. Les entreprises de plus de 10 salariés sont particulièrement sensibles à la réglementation du travail, car elles franchissent un seuil leur imposant davantage de contraintes. Il en est de même dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration et des transports où l'application de la loi sur les 35 heures pose de nombreux problèmes. Les dirigeants de plus de 60 ans semblent également éprouver des difficultés à suivre les constantes évolutions de la réglementation du travail.
- ✓ L'**immobilier** constitue également un **frein important**, que ce soit en terme de disponibilité et de localisation de locaux/terrains, de coût, de réglementation ou de lenteur administrative. Le commerce de détail est davantage touché par cette problématique en raison du coût des fonds de commerce situés en centre ville et des baux commerciaux.

Les freins les moins importants

- ✓ **Manque d'encadrement, management et risque de détérioration de la qualité des rapports humains** ne semblent pas être des freins importants (cité par moins de 10% des entreprises). On peut toutefois observer que c'est dans les entreprises de plus de 50 salariés que ces freins obtiennent les résultats les plus forts.
- ✓ En terme de compétences internes, **seules les compétences commerciales** concernant l'activité sur le marché **national** semblent manquer aux entreprises. Peu d'entre elles ont cependant une bonne maîtrise de l'international... Ceci peut s'expliquer par le type d'entreprise ayant répondu : des TPE (75% ont moins de 10 salariés) et des services (53%), secteur potentiellement moins exportateur. Les entreprises individuelles se sentent aussi relativement peu concernées par le manque de compétences commerciales, ce qui renvoie à une différence entre ce qui est perçu par l'entreprise et ce qui est reconnu.

Quelques spécificités...

Pour chacun des freins proposés, catégories d'entreprises étant les plus ou les moins concernées, selon leur localisation, taille, activité, forme juridique, ancienneté ou âge du dirigeant.

Freins	Plus fortement concernées	Plus faiblement concernées
Manque de certitudes concernant le marché potentiel et sa pérennité	Services à la personne	Commerce de gros - Transports - EURL
Manque de moyens financiers	Moins de 10 salariés - Entreprises individuelles	Services aux entreprises
Problème de recrutement de personnels qualifiés	Cantal - Plus de 10 salariés - Industrie - Hôtellerie-Restauration	Haute-Loire - Commerce de détail
Problème immobilier	Industrie - Commerce de détail	Plus de 50 salariés - Commerce de gros - EURL
Difficulté d'accès aux aides publiques	Industrie - Commerce de gros - Services à la personne	
Réglementation du travail	Plus de 10 salariés - Commerce de gros - Hôtellerie-Restauration - Transports	Services à la personne - Entreprises individuelles
Manque de compétences commerciales		Entreprises individuelles
Mise en péril possible du patrimoine familial	0 salarié - Commerce de gros - Entreprises individuelles	Plus de 50 salariés
Conditions commerciales actuelles (délais de paiement)	Plus de 50 salariés - Industrie - Commerce de gros	Entreprises individuelles
Risque de détérioration de la qualité des rapports humains	Plus de 50 salariés - Entreprise de plus de 20 ans	Transports - Commerce de gros - Dirigeant de moins de 30 ans
Management indispensable qu'il faudrait mettre en place	Plus de 50 salariés - Transports	
Manque d'encadrement dans l'entreprise	Plus de 50 salariés	

Aujourd'hui, on constate au niveau national un important tissu de très petites entreprises et de petites entreprises, dont la taille moyenne, trop faible, les empêche de structurer leur développement et de croître. Ce constat est également fait en Auvergne.

Une bonne connaissance des éléments constituant des freins au développement des PME de la région nous aidera à apporter des réponses adaptées.

Alors, qu'en est-il pour votre PME en Auvergne ?

Dites-le nous et contribuez à cette initiative en répondant à ces quelques questions !

1. Nom, prénom et fonction de la personne répondant à ce questionnaire :
2. Effectif de votre établissement :
3. Avez-vous envie d'aller plus loin dans le développement de votre entreprise ? OUI NON

Quels sont les éléments qui freinent ou risquent de freiner votre projet ? (plusieurs réponses possibles)

➤ **Aspect financier** (plusieurs réponses possibles)

- Manque de moyens financiers (fonds propres, endettement, trésorerie...)
- Réponse négative des structures de financement, banques, capitaux risqués, ...
- Difficulté d'accès aux aides publiques
- Pouvoir de décision insuffisant par rapport aux actionnaires de l'entreprise
- Conditions commerciales actuelles (écart des délais de paiement entre fournisseurs et clients)
- Mise en péril possible du patrimoine familial
- Autre, préciser :

➤ **Gestion des ressources humaines** (plusieurs réponses possibles)

- Réglementation du travail (dépassement du seuil par rapport CE, 35 heures, ...)
- Risque de détérioration de la qualité des rapports humains dans l'entreprise
- Management indispensable qu'il faudrait mettre en place
- Problème de recrutement de personnels qualifiés
- Manque d'encadrement dans l'entreprise
- Autre, préciser :

➤ **Besoin en compétences nouvelles** (plusieurs réponses possibles)

En matière commerciale :

- concernant l'activité commerciale au niveau national
- concernant l'activité commerciale pour le développement à l'export
- concernant l'activité commerciale dans le domaine de l'importation

- En matière normative et réglementaire
- En matière scientifique ou technologique

→ si oui,

- intérêt pour partenariat avec d'autres entreprises
- intérêt pour partenariat avec un centre technique
- intérêt pour partenariat avec un centre de recherche

- Autre, préciser :

➤ **Autres** (plusieurs réponses possibles)

- Problème immobilier (extension de locaux, ...)
- Manque de certitudes concernant le marché potentiel et sa pérennité
- Age du dirigeant
- Volonté de cesser l'activité
- Transmettre l'entreprise
- Autre, préciser :

Autres commentaires :

Merci de votre participation à cette enquête !